

## Interreg IV. Un budget total estimé à plus de 250 M€



● S. Maucci, attaché au cabinet du ministre de la région wallonne.

### Développement économique de la zone, essor touristique et renforcement de l'offre de services transfrontaliers, voilà les objectifs du programme Interreg IV.

La commission a approuvé le programme Interreg IV, programme de coopération transfrontalière entre la Wallonie, le Nord - Pas-de-Calais, la Picardie, la Champagne-Ardenne et la Flandre. Depuis le 18 janvier, Interreg IV est ainsi entré dans sa phase de mise en place officielle. Les objectifs sont nombreux. « Grâce à ce

plan, qui s'étale de 2007 à 2013, nous désirons favoriser des projets de coopération permettant un réel développement économique, explique Stéphane Maucci, attaché au cabinet du ministre-président de la région wallonne. Mais nous voulons également qu'ils créent un réel essor touristique et culturel. »

### Des moyens mis en œuvre

Un des autres buts de ce programme concerne le renforcement de l'offre de services transfrontaliers. Au total ce ne sont pas moins de 164 projets transfrontaliers qui ont été introduits lors du premier appel à projets. « Nous allons maintenant voir les projets les plus pertinents et ensuite les accompagner. Nous avons lancé depuis le 18 janvier une deuxième phase d'appel à projets », précise Stéphane Maucci.

Pour permettre l'accompagnement des différents projets sélectionnés, un budget total estimé à plus de 250 M€ a été dégagé. L'autre particularité du programme Interreg IV c'est qu'il a élargi ses frontières en intégrant notamment la région de Gand. Ce programme de coopération concerne aujourd'hui près de 10 millions d'habitants.

T.B.

## Europe. Fonds régionaux : l'appel à projets est lancé



● Le comité de suivi est coprésidé par le préfet Daniel Canépa et la vice-présidente du conseil régional, Martine Filleul.

### C'est peut-être la dernière enveloppe, alors autant en profiter ! Adoptée par la commission européenne en novembre, l'enveloppe des fonds régionaux Feder pour le Nord - Pas-de-Calais couvrant la période 2007-2013 se monte à 700,9 M€.

Le comité de suivi, coprésidé par Daniel Canépa, préfet de région, et Martine Filleul, vice-présidente du conseil régional, a planifié pour 2,336 milliards d'euros d'investissements générés par la manne européenne et accordée au titre de la « compétitivité régionale et de l'emploi ».

### Quatre priorités

Quatre axes prioritaires ont été choisis par le comité de suivi pour les six ans à venir : « Recherche et développement, innovation, politi-

que de l'entreprise » (enveloppe de financement globale de 1,1 milliard d'euros), « Environnement, pratiques durables et prévention des risques » (enveloppe de 420 M€), « Accessibilité et transports » (507 M€) et « Volet territorial, cohésion sociale du territoire » (293 M€).

C'est la troisième fois que le Nord - Pas-de-Calais bénéficie des fonds européens qui, ajoutés aux enveloppes du Fonds social européen (FSE) et FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural) accordées en octobre 2007, peuvent bénéficier aux entreprises, associations, établissements publics de toute la région qui proposent des projets répondant aux critères d'éligibilité définis.

C. de la H.

[www.nord.pref.gouv.fr](http://www.nord.pref.gouv.fr)

## Cram. Le développement d'une nouvelle offre de services

### La Caisse régionale d'assurance-maladie a fait évoluer son offre de services.

Acteur majeur de la prévention des risques professionnels, l'action de la Caisse régionale d'assurance-maladie (Cram) reste pourtant méconnue aux yeux du public. Depuis quelque temps, la Cram a évolué vers une offre de services centrée sur le conseil, l'aide et la

formation. Les 180 salariés de la gestion des risques professionnels de la Cram Nord-Picardie travaillent notamment avec 186.000 établissements des deux régions. 90 % des entreprises conseillées sont des TPE de moins de 10 salariés. Pour mieux faire connaître son action la Cram s'est associée au salon Préventica afin de concentrer tous les acteurs économiques dans un même lieu.

# Medef. Aider les petites sociétés à gérer les ressources humaines

**Le Medef et la direction du Travail ont présenté les résultats prometteurs de deux ans de coopération, en faveur du développement des ressources humaines dans les TPE, PME-PMI.**



● De g. à dr. : Gérard Tierny (P-dg de Mediama à Neuville-en-Ferrain), Marie-Laure Balmès (DRTEFP) et Jean-Pierre Guillon (Medef).

Pour les deux partenaires, les objectifs fixés ont été « atteints ». L'action appelle même des lendemains, selon Jean-Pierre Guillon, président du Medef Nord - Pas-de-Calais. En deux ans de coopération avec la DRTEFP, à travers huit plateformes territoriales, 5.000 entreprises ont été sensibilisées et plus de 850 rencontres ont débouché, pour 150 sociétés, sur une démarche de diagnostic visant à « doter l'entreprise d'un plan d'actions pour associer potentiels humains et projets d'entreprise ».

### 500 recrutements effectifs

Cette action a déjà permis de réaliser 500 recrutements. Plus de 200 autres

sont en cours. L'État et l'Europe (FSE) financent, avec le Fonds unique de péréquation (FUP), le coût de l'opération estimé à 1,5 M€.

L'idée est d'accompagner des chefs de petites entreprises, qui coiffent souvent aussi la casquette de DRH, dans l'identification de leurs besoins en ressources humaines, l'antici-

tion de départs à la retraite, l'aide au recrutement et, plus généralement, dans la gestion prévisionnelle des emplois et des carrières (GPEC). « Il y a autant de réalités que d'entreprises. C'est pourquoi nous avons bâti une réponse sur mesure », précise Marie-Laure Balmès, directrice de la DRTEFP.

### Anticiper les besoins

« Rencontrer la plateforme a permis de nous structurer sur des problématiques RH que nous avons déjà », témoigne Gérard Tierny, P-dg de Mediama à Neuville-en-Ferrain (25 salariés). Sa société d'impression sur textile double son chiffre d'affaires en moyenne tous les deux ans. « Cela signifie que la moitié de ce que l'on fera dans deux ans est totalement inconnue. Le risque le plus élevé est le facteur humain », pour Gérard Tierny.

Autre société, autre enjeu : Didier Guilbert gère la société de négoce H Pro à Calais. Chez lui, un commercial qui part à la retraite mi-2009 se traduit par 25 % de son effectif à remplacer. Il a accepté d'être épaulé, confronté à « un manque de temps et d'occasion pour se poser et s'imposer un nouveau rythme ».

Géry Bertrande

[www.medef-npc.org](http://www.medef-npc.org)

[www.sian.peugeot.fr](http://www.sian.peugeot.fr)

LES OFFRES COMPACTÉ

Du 2 janvier au 30 avril 2008

**VOTRE PARTNER**

À PARTIR DE **10 700<sup>HT\*</sup> €**

3m<sup>3</sup>

**3 m<sup>3</sup> POUR CHARGER, JUSQU'À 2 PORTES LATÉRALES POUR DÉCHARGER\*\*.**

**Partner**

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL

\* Soit 2 550 € HT d'économie pour toute commande d'un véhicule utilitaire neuf Partner 170C 1.6 HDi 75 Standard hors option selon le tarif 08A du 02/01/2008, réservé aux professionnels. Offre non cumulable, valable du 2 janvier au 30 avril 2008 dans le réseau Peugeot participant pour tout Partner 170C 1.6 HDi 75 Standard acheté et immatriculé au nom d'une entreprise pour un usage professionnel. \*\* Disponibles en option.

**SIAN**

**LILLE CARNOT**

Bd Carnot - Tél. 03 20 14 47 00 (parking intérieur)

Show-room véhicules utilitaires et transformés

**En plein centre de Lille, à 200 m de la Grand'Place**

**VILLENEUVE D'ASCO**

120, bd de l'Ouest - Tél. 03 20 59 90 00

**WATTIGNIES** - 225, rue Clemenceau (face à la Mairie) - Tél. 03 20 16 11 11

**Et son réseau d'Agents participants**